

A- Les modalités de l'élaboration du budget primitif et d'orientation budgétaire

Application agréée E-legalise.com v1.61.1
70_DE-075-267500338-20180219-D2018_01-DE

Selon les articles L 2312-1 et 2531-1 du code des collectivités territoriales, l'élaboration du budget primitif est précédée du débat d'orientation budgétaire.

Ce débat a lieu au plus tôt 2 mois avant l'examen du budget primitif. L'instruction budgétaire M14 précise que la teneur du débat d'orientation budgétaire doit être retracée dans une délibération de l'assemblée. Le débat n'a pas lui-même un caractère décisionnel, la délibération ayant seulement pour objet de prendre acte de la tenue du débat.

L'article L. 2312-1 prévoit, lors du débat d'orientation budgétaire, une présentation des orientations générales de notre assemblée. Il représente une étape essentielle de procédure budgétaire de notre établissement public municipal. Il participe à l'information des administrateurs et facilite les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la caisse des écoles préalablement au vote du budget primitif.

Le débat d'orientation budgétaire permet au comité de gestion de dégager des orientations à donner à l'exercice à venir et des engagements qui préfigurent les priorités du budget. Il donne aux administrateurs la possibilité de s'exprimer sur la stratégie financière de notre établissement public. Le débat d'orientation budgétaire est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire de la caisse des écoles et en cas d'absence de DOB, la délibération relative à l'adoption du budget est illégal.

LES PRINCIPALES REGLES ET MODALITES DE LA PREPARATION BUDGETAIRE

Dans le cadre de la présentation budgétaire, chacune des lignes de charges ou de produits fait l'objet d'une distinction entre :

- ✓ Les reconductions de crédits ;
- ✓ Les mesures nouvelles.

Les reconductions de crédits résultent de l'évolution « normale » et à « périmètre constant » des charges ou produits de la Caisse des Ecoles.

L'évolution « normale » s'entend comme l'indicateur retenu pour faire évoluer les postes de charges ou de produits. Ainsi, à titre d'exemple :

-) L'indicateur d'évolution retenu pour les achats et charges externes correspond à l'indice des prix ;
-) L'indicateur d'évolution retenu pour les charges de personnel correspond à l'indice de la Caisse des Ecoles majoré de l'évolution de la valeur du point d'indice.

L'évolution « à périmètre constant » s'entend comme l'évolution sans modification de l'organisation et des moyens de la Caisse des Ecoles (évolution des capacités d'accueil et de fabrication, évolution du personnel,).

Toutes les évolutions de la structure de la Caisse des Ecoles sont identifiées comme des mesures nouvelles. Ainsi les mesures nouvelles peuvent être additives (recrutements de personnels, augmentation des capacités d'accueil et de fabrication,) ou soustractives (diminution du nombre de personnel, des capacités d'accueil ou de fabrication,)

Principes Budgétaires

UNITE



Les recettes et dépenses sont groupées dans un document



ANNUALITE



Le budget est voté pour un an (année civile).

UNIVERSALITE

L'ensemble des recettes doit servir à couvrir l'ensemble des dépenses (non contraction et non affectation).



SPECIALITE

L'ordonnateur prend la décision d'effectuer les dépenses et recettes.

Le comptable exécute les décisions de l'ordonnateur et réalise les mouvements financiers.

ANTERIORITE

Aucune recette et dépense ne peut être réglée sans une inscription antérieure sur le budget.

EQUILIBRE REEL



condition à respecter



Convention de restauration Ville de Paris

Après avoir abandonné le projet de création d'un établissement public parisien de la restauration scolaire, le Conseil de Paris a adopté lors de sa séance des 3, 4 et 5 juillet 2017, une délibération qui fixe pour 2018-2020, le cadre rénové du conventionnement et du financement du service public de la restauration scolaire. Cette délibération prévoit que les subventions annuelles de la Ville de Paris seront déterminées au terme d'un dialogue de gestion avec chacune des caisses des écoles.

Cette délibération fixe les orientations stratégiques et les modalités de financement de la Ville de Paris. La caisse des écoles doit garantir la qualité du service en assurant la sécurité alimentaire, en améliorant la qualité des repas en cohérence avec les objectifs fixés par le plan alimentation durable 2015-2020, en luttant contre le gaspillage alimentaire et en optimisant la gestion du service public de la restauration scolaire.

Une convention pluriannuelle rappelle les missions respectives de la Caisse des Ecoles du 13^e et de la Ville de Paris, elle reprend et décline spécifiquement les orientations stratégiques au titre de la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire.

Dans la lettre de cadrage transmise au maire du 13^e arrondissement, la maire adjointe parisienne chargée des Affaires scolaires, demande à la caisse des écoles de répondre à une double exigence. La première tient à l'exigence de rigueur dans la gestion des deniers publics dans un contexte contraint pour la collectivité locale parisienne. Elle insiste sur le fait que la subvention allouée pour la restauration doit financer exclusivement la restauration scolaire. La seconde tient à la qualité du service de la restauration scolaire en cohérence avec les objectifs que s'est fixée la collectivité parisienne et notamment en matière d'alimentation durable et de lutte contre le gaspillage alimentaire. Mme Cordebard précise que les effectifs scolarisés seront décroissants dans notre arrondissement. Ensuite, que l'année civile 2018 comptera moins de jours scolaires que l'année 2017. Et enfin, que les grilles tarifaires applicables sont celles de l'année 2015.

Elle nous invite à retenir l'hypothèse d'une stabilité de la masse salariale et à porter une attention particulière à l'évolution du prix de revient du repas qui est de 6,20€ pour la caisse du 13^e. Enfin, elle nous demande d'être vigilant sur les impayés et d'inscrire à notre budget, des dépenses pour admissions en non-valeur afin d'apurer les créances trop anciennes et d'autre part, par l'inscription de provisions pour risque d'impayés afin de mieux sécuriser l'avenir. Pour mémoire, la caisse des écoles a un taux d'impayés de 10% qui est l'un des plus bas de Paris et provisionne depuis plusieurs années.

A ces éléments de contexte, il faut rajouter les résultats de l'exercice 2017. Une nouvelle fois, nous clôturons l'année avec un budget de fonctionnement excédentaire de 96 498,73€.

Dans ce contexte de contrainte accrue, l'exercice 2018 sera marqué par la poursuite de l'effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement mis en œuvre depuis 2012. L'objectif est d'optimiser le fonctionnement de notre établissement public municipal et de rechercher des pistes d'économies tout en augmentant la qualité du service public de la restauration scolaire.

Les dépenses de fonctionnement devraient évoluer de 1% par rapport au BP 2017, elles passeront de 13 117 232€ en 2017 à 13 208 879€ en 2018. Au sein des dépenses de fonctionnement, la masse salariale devrait progresser de 1%. Les charges de fonctionnement courantes sont formées majoritairement des frais de personnel (58%) et des achats et charges externes (41%).

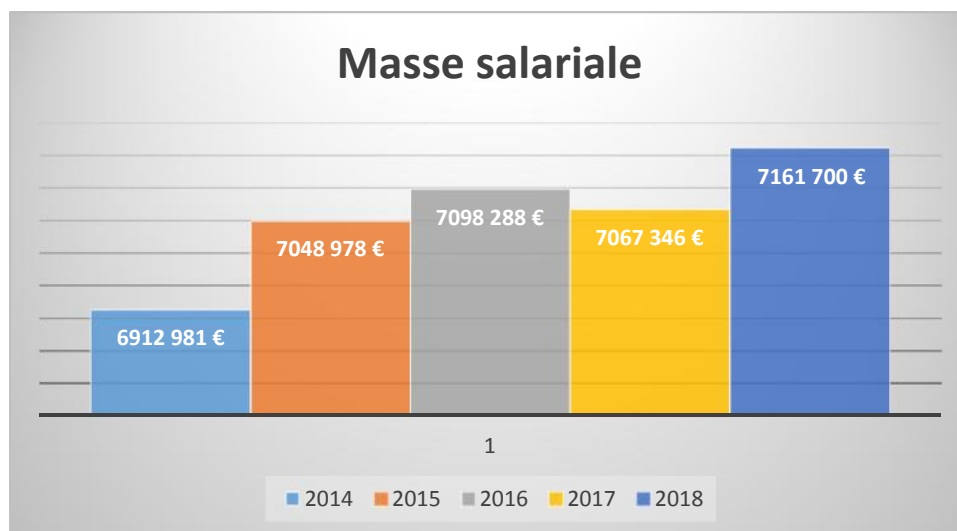
Structure et évolution des effectifs

Nous prévoyons un effectif stable, 300 agents pour l'année 2018. Un agent administratif ayant fait valoir ses droits à la retraite n'a pas été remplacé ainsi qu'une chef de cuisine (transformation de la cuisine en satellite).

Les budgets primitifs et comptes administratifs contiennent respectivement un état du personnel précisant les postes budgétaires ouverts et pourvus au 1er janvier et au 31 décembre de l'année.

	Nb ETPT 2016	dont titulaires	Prévision 2017				Prévisions 2018			
			Entrées 2017 (ETPT)	Sorties 2017 (ETPT)		Nb ETPT 2017	Entrées 2018 (ETPT)	Sorties 2018 (ETPT)		Nb ETPT 2018
				Total	dt retraite			Total	dt retraite	
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)=(a+c-d)	(g)	(h)	(i)	(j)=(f+g-h)
Fonctions supports	16,6	10,0	1,0	3,8	2,0	13,8	1,0	0,0	0,0	14,8
Cat. A	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Cat. B	5,8	4,0	0,0	0,8		5,0	1,0	0,0	0,0	6,0
Cat. C	9,8	6,0	1,0	3,0	2,0	7,8	0,0	0,0	0,0	7,8
Postes opérationnels	190,3	42,0	7,3	13,1	3,1	184,5	0,0	3,0	2,0	181,5
Cat. A	0,0	0,0				0,0				0,0
Cat. B	5,0	5,0				5,0				5,0
Cat. C	185,3	37,0	7,3	13,1	3,1	179,5		3,0	2,0	176,5
Total	206,9	52,0	8,3	16,9	5,1	198,3	1,0	3,0	2,0	196,3

Evolution des dépenses



Les charges de personnel (7 067 K€ en 2017) constituent le premier poste des charges de fonctionnement courantes et s'élèvent à 7 067 K€ en 2017. La maîtrise de leur évolution constitue donc un enjeu majeur, nous prévoyons une augmentation de 1% en 2018. Sur la période 2014-2017, nous constatons une légère baisse en 2017. Les exercices 2015 et 2016 enregistrent des hausses, en raison des facteurs exogènes : augmentation des taux de cotisations patronales de la CNRACL, revalorisation des grilles des catégories B et C, mise en place de la déprécarisation en 2015, poursuivie en 2016 et 2017.

le 22/02/2018

En 2018, nous prolongerons le processus de déprécarisation, 4 agents pourront prétendre à une titularisation (1 administratif et 3 techniques). Pour mémoire, 52 agents ont été titularisés entre 2016 et 2017.

A compter du 1^{er} mars 2018, nous mettons en place, pour les agents administratifs, le nouveau régime indemnitaire RIFSEEP en remplacement des primes actuelles. Il sera mis en place en janvier 2019 pour les agents techniques.

Formation 2018

Pour 2018, nous souhaitons poursuivre notre effort de formation à destination de tous les personnels. Nous prévoyons un montant d'environ 50 000€.

L'ensemble du personnel des portages aura une journée de formation sur site pour un rappel des règles d'hygiène et de nettoyage. Tous les chefs de cuisines seront formés à la conduite d'entretien individuel.

Intitulé de la formation	Nombre d'agents
Réaliser un inventaire des produits	1
Pratique des marchés publics - perfectionnement	1
L'hygiène en restauration collective	18
Techniques culinaires	10
Excel les bases	2
Communication orale	1
Management d'équipe	2
La fonction magasinier	2
Comment utiliser un PC	2
Habilitation électrique	1
Méthode de lecture rapide	2
Préparation au concours de secrétaire administratif	2
Sauveteur Secouriste du travail	1
Rappel des règles d'hygiène, de nettoyage et postures	98
Utilisation du nouveau logiciel facturation	7
L'entretien annuel d'évaluation	16

Le comité nationale d'Action Sociale

En 2018, notre adhésion au CNAS s'élèvera à 60 475€. Le total provisoire des prestations versées directement aux agents entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre s'élève à 47 175€.

L'analyse rétrospective de la « santé » financière de la Caisse des Ecoles du 13e constitue un préalable indispensable avant de se projeter sur les perspectives offertes tant en exploitation qu'en matière patrimoniale. En effet la structure du budget d'une année et les perspectives financières à moyen terme ne sont jamais déconnectées des budgets antérieurs et doivent intégrer les réalisations passées, qu'elles soient positives ou négatives.

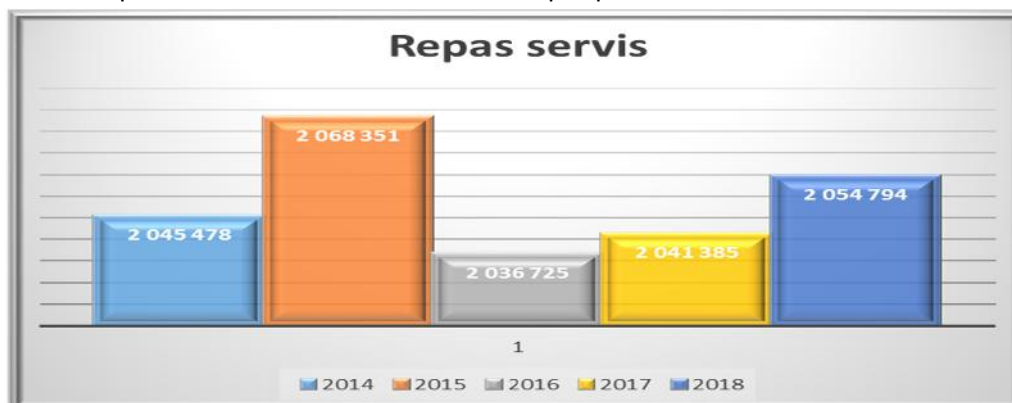
Les recettes d'exploitation

	2014		2015		2016		2017	
CAISSES DES ECOLES	€	€/repas	€	€/repas	€	€/repas	€	€/repas
Dotations, subventions, participations	7 152 857 €	3,50 €	7 232 952 €	3,50 €	7 816 590 €	3,84 €	7 612 947 €	3,73 €
Redevances et droits des services à caractère social (compte 7066)	56 192 €	0,03 €	49 472 €	0,02 €	54 101 €	0,03 €	55 670 €	0,03 €
Redevances et droits des services Périscolaires (compte 7067)	5 454 695 €	2,67 €	5 471 247 €	2,65 €	5 514 078 €	2,71 €	5 494 842 €	2,69 €
Vente de repas (compte 70882)	17 710 €	0,01 €	18 223 €	0,01 €	21 015 €	0,01 €	24 282 €	0,01 €
Cotisations et souscriptions (compte 7085)	9 €	0,00 €	55 €	0,00 €	9 €	0,00 €	160 €	0,00 €
Autres produits de fonctionnement courants	386 €	0,00 €	291 €	0,00 €	733 €	0,00 €	377 €	0,00 €
Total des produits de fonctionnement courant (A)	12 681 849 €	6,20 €	12 772 239 €	6,18 €	13 406 527 €	6,58 €	13 188 279 €	6,46 €

Les dotations, subventions et participations constituent la principale ressource de la Caisse des Ecoles et représentent 57,7% des produits de fonctionnement courants en 2017. Les dotations reçues sont constituées principalement des dotations de la Ville de Paris et du département. Elles ont augmenté de 6,44 % entre 2014 et 2017. Suite au dialogue de gestion, la dotation 2018 sera en baisse de 263 353€, elle passera de 7 612 947€ à 7 349 594 € (7 177 224 € pour la restauration scolaire et 172 370 € pour les centres de vacances) soit une baisse de 3,46 % par rapport à 2017.

Le produit des recettes famille sur la période 2014 et 2017 a évolué de 0,74 %. Cette faible évolution s'explique par le nombre de jours de grève (repas non facturés aux familles) 45 jours entre 2014 et 2017 dont 11 jours en 2017, soit une perte financière de 103 981€ hors gouters.

A noter que les tarifs de la restauration scolaire n'ont pas augmenté depuis le 1^{er} septembre 2013, avec une baisse de tarif en 2014. Le budget 2018 est élaboré sur la base d'un nombre de repas facturés identique à celui de 2017 soit 1 724 935 repas pour un nombre total de 2 054 794 servis.



GOUTERS SERVIS	RECETTE GOUTERS	COUT DENREE	COUT PERSONNEL	DEFICIT
260 158	125 052 €	111 024 €	84 962 €	-70 935 €

Depuis mars 2016, la Caisse des Ecoles a mis en place un goûter pour tous les enfants des écoles élémentaires inscrits aux activités périscolaires (études, ateliers bleus, BCD) de 16h30 à 18h. Depuis septembre 2017, le goûter a été généralisé à l'ensemble des écoles élémentaires.

Un agent de la Caisse des Ecoles est présent de 15h30 à 17h30 pour préparer les goûters (vaisselle, eau, découpe des fruits...), distribuer et aider au « tartinage », nettoyer et désinfecter le réfectoire ;

Le goûter est facturé par la Caisse des Ecoles sur la base de 10 tarifs allant de 0.10 € à 1.10 € selon les revenus des familles. Ces recettes provenant des familles couvrent un peu plus que l'achat des denrées alimentaires. La charge financière pour la Caisse des Ecoles est de 70 935 € pour 2017. La Ville de Paris n'a pas souhaité subventionner ces dépenses dans l'attente d'un futur arbitrage.

2018 sera une année pleine (toute les écoles concernées toute l'année), les coûts sur une année sont estimés sur la base suivante :

GOUTERS SERVIS	RECETTE GOUTERS	COUT DENREE	COUT PERSONNEL	DEFICIT
315 000	154 350 €	150 150 €	87 500 €	-83 300 €

Activités annexes Centres de vacances

350 enfants du 13e sont partis en vacances avec la Caisse des Écoles en 2017 soit 3 630 journées ;

Tous ces séjours appliquaient les mêmes tarifs journaliers arc-en-ciel que ceux de la Ville de Paris. L'offre pour les enfants de 4 à 16 ans était diverse : séjours courts ou longs (entre 5 et 14 jours), à la mer, à la campagne, à la montagne, avec des activités variées (équitation, moto quad, cirque, danse, itinérance en roulettes, etc.), mais aussi un séjour linguistique pour adolescents en Angleterre.

DEPENSES - MANDATS EMIS			RECETTES - TITRES EMIS		
Article	Libellé	Montant	Article	Libellé	Montant
011	Charges à caractère général	285 200,22	70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	55 670,00
611	Contrats de prestations de services	280 870,00	7066	Redevances et droits des services à caractère social	55 670,00
6226	Honoraires	388,22	74	Dotations, subventions et participations	172 370,00
6288	Autres services extérieurs	3 942,00	7474	Communes	172 370,00
			75	Autres produits de gestion courante	377,32
			758	Produits divers de gestion courante	377,32
	Total des dépenses réelles	285 200,22		Total des recettes réelles	228 417,32
	Total des dépenses d'ordre	0,00		Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	285 200,22		TOTAL GENERAL	228 417,32

Le coût à la charge de la Caisse des Ecoles est de 56 782 € en 2017 et 41 837 € en 2016.

Application agréée Elegalite.com
70_DE-075-267500338-20180219-D2018_01-DE

Suite aux recommandations de la Ville de Paris, « la subvention allouée pour la restauration scolaire doit financer exclusivement la restauration scolaire » (cf lettre de cadrage de Mme Cordebard), le comité de gestion de la Caisse des Ecoles du 13^e a réduit à 200, le nombre de places proposé en centres de vacance pour l'été 2018.

Le coût pour 2018 est d'environ 170 000 € avec une recette famille de 32 494 €.

Activités annexes Classes de découverte

En 2017, 18 classes sont parties en classe de découverte avec la Caisse des Écoles, pour 5 jours, en complément de celles de la Ville de Paris (à partir du CE2) : 416 enfants, soit 2080 journées, dont 5 classes de grandes sections d'écoles maternelles et 13 classes élémentaires (CP/CE1) réparties en 7 classes à la mer, 4 en équitation, 4 en cirque et 3 en ferme et environnement.

DEPENSES - MANDATS EMIS			RECETTES - TITRES EMIS		
Article	Libellé	Montant	Article	Libellé	Montant
011	Charges à caractère général	144 868,00	70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	59 668,88
611	Contrats de prestations de services	144 868,00	7087	Redevances et droits des services périscolaires enseignes	59 668,88
	Total des dépenses réelles	144 868,00		Total des recettes réelles	59 668,88
	Total des dépenses d'ordre	0,00		Total des recettes d'ordre	0,00
	TOTAL GENERAL	144 868,00		TOTAL GENERAL	59 668,88

Cette activité spécifique à la Caisse des Écoles du 13^e ne reçoit aucune subvention de la ville, ce qui représente une dépense de 85 199,12 € en 2017 (en 2016 elle était de 75 528,23 €).

Le comité de gestion de la Caisse des Ecoles du 13^e a porté le nombre de classes pour 2018 à 12 classes pour réduire l'impact financier des activités annexes, le coût pour 2018 est de 97 595 € avec une recette famille de 33 778 €.

En 2017, les charges de fonctionnement courantes s'élèvent à 12 286 K€.

	2014		2015		2016		2017	
CAISSES DES ECOLES	€	€/repas	€	€/repas	€	€/repas	€	€/repas
Achats et charges externes	5 071 727 €	2,48 €	4 973 433 €	2,40 €	5 017 653 €	2,46 €	5 067 231 €	2,48 €
dont achats d'alimentation (stockés ou non -compte 6023-60623)	3 453 037 €	1,69 €	3 455 680 €	1,67 €	3 484 713 €	1,71 €	3 449 646 €	1,69 €
dont contrats de prestations de services (compte 611)	482 607 €	0,24 €	504 720 €	0,24 €	502 187 €	0,25 €	536 272 €	0,26 €
Charges de personnel (Chapitre 013 déduit)	6 871 230 €	3,36 €	6 991 323 €	3,38 €	7 072 669 €	3,47 €	7 050 339 €	3,45 €
Subventions et participations versées	0 €	0,00 €	0 €	0,00 €	0 €	0,00 €	0 €	0,00 €
Impôts et taxes	0 €	0,00 €	0 €	0,00 €	0 €	0,00 €	0 €	0,00 €
Autres charges de gestion courante	56 969 €	0,03 €	58 129 €	0,03 €	165 783 €	0,08 €	169 139 €	0,08 €
Total des charges de fonctionnement courant (D)	11 999 925 €	5,87 €	12 022 885 €	5,81 €	12 256 104 €	6,02 €	12 286 709 €	6,02 €

Hormis en 2014 (-0,47 %), ces charges ont augmenté sur l'ensemble de la période affichant des hausses sur les exercices 2015 (+0,20 %), 2016 (+1,94 %) et 2017(+0,25%), la hausse sur la période étant toutefois limitée à 2,39 %.

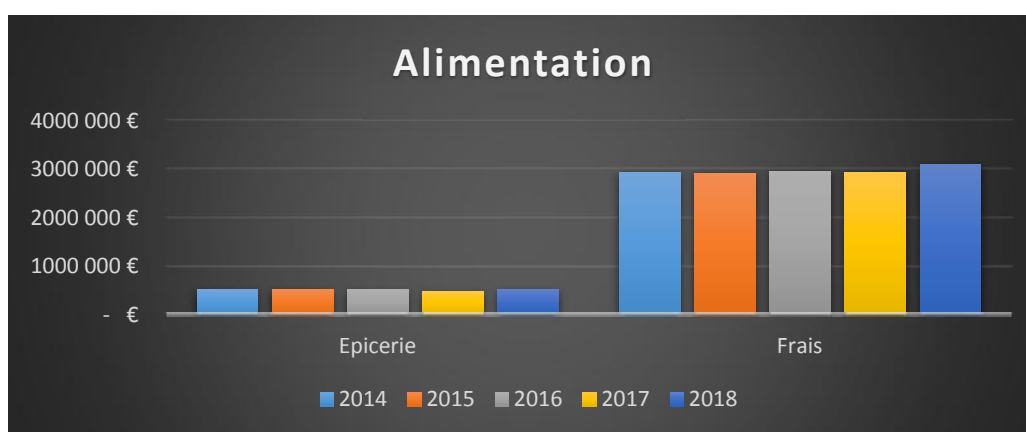
L'évolution des dépenses de personnel (chapitre 012) a été retracée dans la partie II.

Les charges de fonctionnement courantes sont formées majoritairement des frais de personnel et des achats et charges externes, et, accessoirement, des « autres charges de gestion courante » dont l'impact sur les comptes est relativement modeste.

Nous nous fixons l'objectif d'atteindre un taux d'alimentation durable de 48 % (Bio, LR, MSC, saisonnalité, proximité et réduction des emballages), de réduire les produits issus de l'agro-alimentaire et de diminuer la part carnée (1 repas végétarien par semaine). Nous continuerons à intégrer de nouveaux produits labélisés et diversifiés (Fromage et épicerie bio, Poisson MSC...) et ceci malgré les problèmes de coût et d'approvisionnement. A ce jour, nous avons référencé 94 produits labélisés (contre 40 en 2014). Nous prévoyons de commander du veau d'origine Française.

En 2018, nous prévoyons une augmentation des tarifs de l'alimentation de 2 à 3 % pour les marchés hors cotations, qui viendra s'ajouter à l'augmentation du beurre et de certains produits importés (agrumes, fruits exotiques frais) en raison des événements climatiques.

Les dépenses alimentaires sont d'un montant de 3 450 000€ en 2017 et devraient atteindre 3 625 000€ en 2018 soit une augmentation de 5%.



Dans le cadre d'une démarche écoresponsable, la caisse des écoles se fixe les objectifs suivants en 2018 :

-] Prévoir à une certaine fréquence un événement marquant sur les restaurants scolaires (animations, repas à thème,) minimum 14 fois par an
-] Organiser 3 fois/an une commission des menus, y associant les représentants de parents d'élèves, enfants délégués des écoles élémentaires, chefs de cuisine et diététicienne. Une à deux fois par an une commission spéciale collège.
-] Réaliser des enquêtes de satisfaction auprès des convives notamment lors de menus à thèmes et de nouvelles fiches recettes, repas végétarien en particuliers.
-] Mettre en place des actions de mesure du gaspillage alimentaire
-] Réduire le taux de gaspillage alimentaire (expérimenter/mettre en place des menus à 4 composantes ; construire les menus en fonction des retours terrains...) mise en place de recettes propres à la Caisse des Ecoles
-] Optimiser le processus de production

-) Développer des actions de formation et de sensibilisation des personnels et des consommateurs (éducatons nutritionnelles dans les classes, visites des cuisines et affichage d'informations dans les réfectoires)
-) Mettre en place de manière progressive la gestion des bio-déchets (tri, pesée, collecte, valorisation...)

Répartition Bio



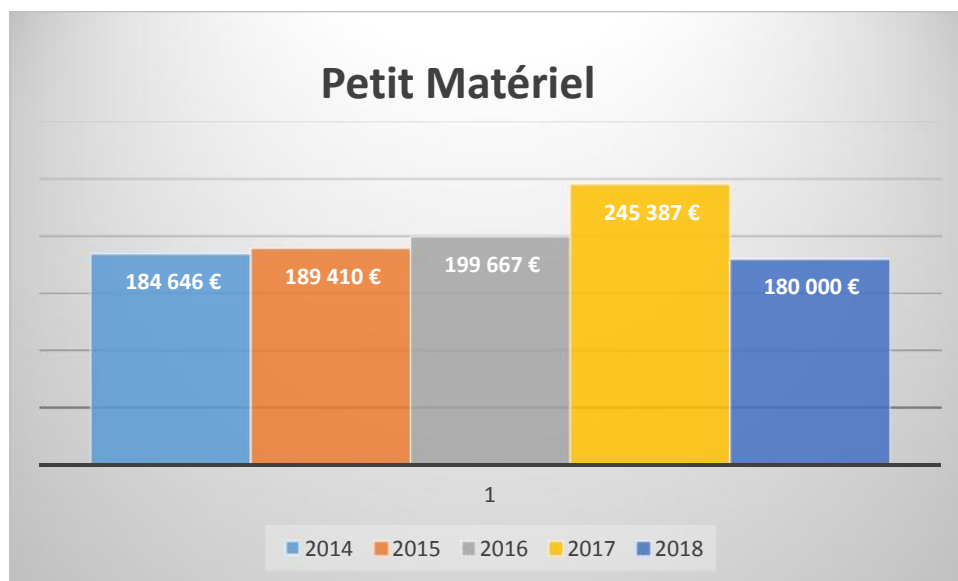
- Epicerie (bio)
- Fruits et légumes bio (frais, 4ème et 5ème gamme)
- Légumes surgelés (bio)
- Pâtisseries sucrées (bio)
- Poisson (MSC)
- B.O.F (bio)
- Pain (bio)
- Pâtisseries salées (bio)
- la boucherie végétarienne
- Volaille (label rouge)

Objectifs Alimentation durable/SST 2018

Sensibiliser au gaspillage par des actions de tri	Tables de tri roulantes avec trous et sacs poubelles transparents	Sensibilisation des convives au principe du tri, au gaspillage alimentaire, préparation à la phase de tri des bio-déchets ; demande de la VDP
Réduction des emballages pour les goûters et les PN	Bacs gerbables pour les goûters et les PN en remplacement des cartons jetables	Meilleure productivité de nos agents (pas besoin de construire les cartons puis de les plier pour les jeter ; amélioration du bilan carbone ; SST : les piles de cagettes gerbées sont plus stables que les piles de cartons
Réduction des emballages pour les PN	Glacières isothermes portables en remplacement des cartons + carboglace	Meilleure liaison froide ; amélioration du bilan carbone
Conteneurs à soupe	Pour toutes les cuisines centrales (sauf 31-37 déjà équipé) soit 45	SST (risques de brulures minimisé), meilleure tenue de la liaison chaude, meilleure productivité du personnel

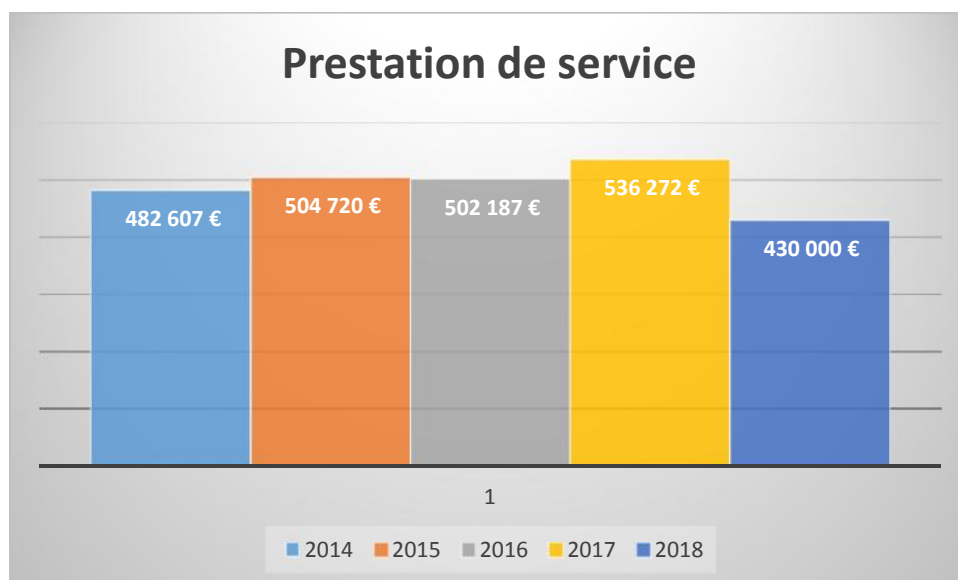
Nous entamons une réflexion sur une réorganisation du processus de gestion des consommables dans les cuisines (stock, dotation, distribution etc.). Cette démarche devrait permettre un meilleur regard sur l'efficacité de cette dépense.

Le renouvellement d'une partie du petit matériel usuel des cuisines (plateaux, Egouttoirs, Bacs, Epluches légumes, vaisselle etc.) a été effectué sur 2017 (+ 50 000 €).



Contrats de prestations de service (611)

Les dépenses de prestations de services sont chargées à 80 % par les activités annexes (Centre de vacances, classes de découvertes). La Caisse des Ecoles du 13^e a voté une diminution de ces activités : 12 classes de découvertes contre 18 classes en 2017 et 200 places en centres de vacances contre 350 en 2017.



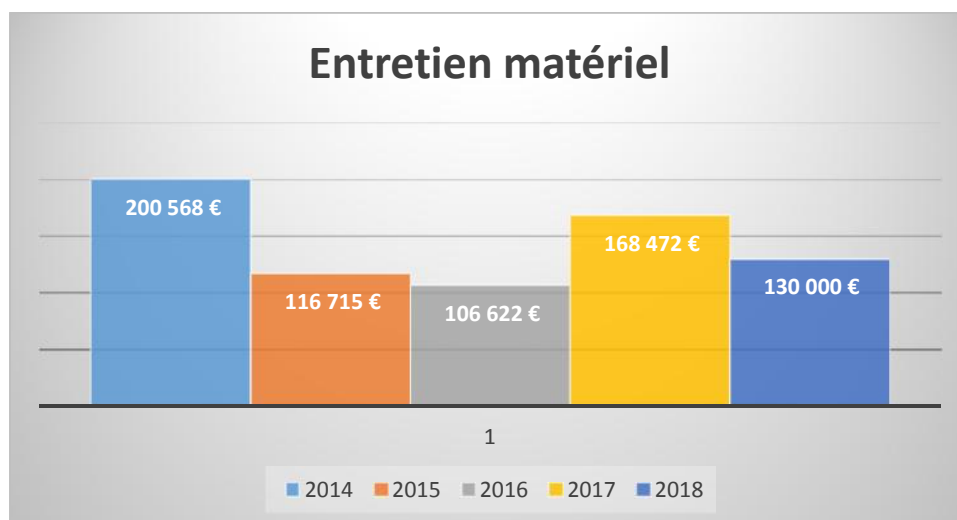
Entretien et réparation sur matériel (61558)

La maintenance est un des domaines clés, tant du point de vue de la qualité de service que de celui de l'économie.

En effet, l'économie de la maintenance est essentielle pour la Caisse des Ecoles, elle permet de gagner une bonne régularité d'exploitation ainsi que plusieurs points de rentabilité dans le respect du niveau de sécurité.



Afin de limiter les réparations de matériel et son impact financier, l'investissement sur le remplacement du matériel vieillissant sera accentué (voir annexe plan prévisionnel de priorisation).



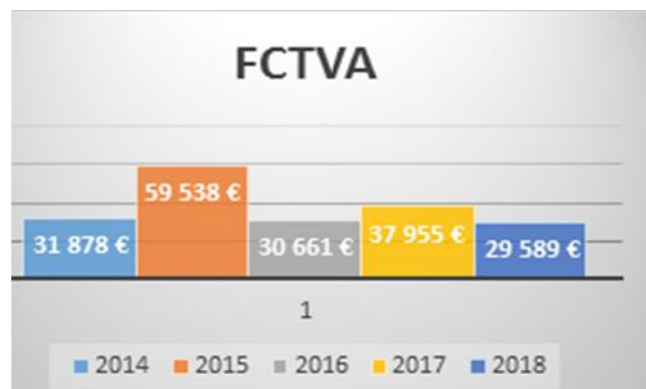
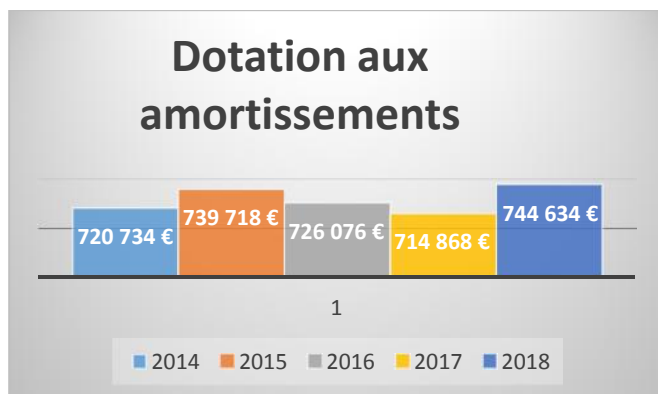
Le financement des dépenses d'équipement est assuré par des ressources propres d'investissement qu'elles soient d'origine interne ou externe. Ces recettes sont constituées par :

Les ressources internes :

L'amortissement des biens est obligatoire pour les collectivités > à 3 500 habitants. C'est une opération d'ordre (sans mouvement de trésorerie avec un tiers extérieur) avec une dépense de fonctionnement et une recette d'investissement du même montant. C'est un autofinancement contraint puisque la Caisse des Ecoles est obligée d'inscrire une dépense de fonctionnement pour la transférer ensuite en recette d'investissement.

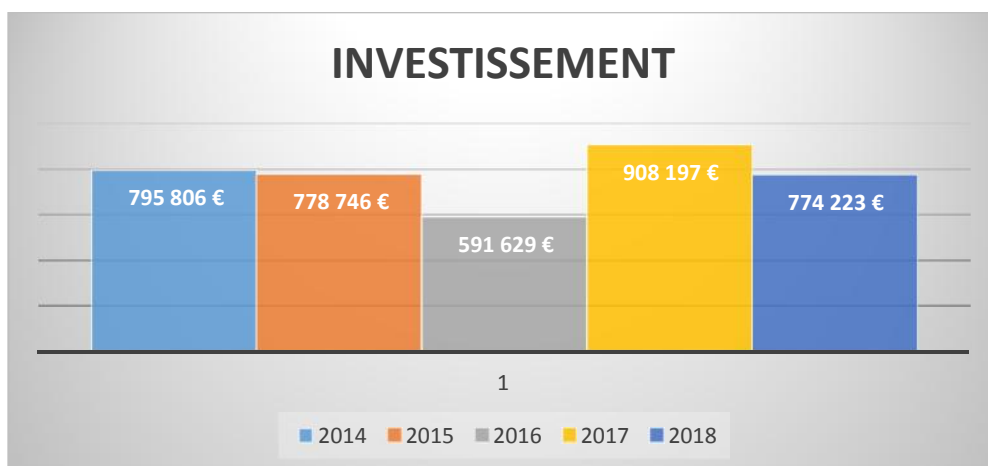
Les ressources externes :

Le Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), dotation versée à la Caisse des Ecoles, destinée à assurer une compensation, à un taux forfaitaire, de la charge de TVA qu'ils supportent sur leurs dépenses réelles d'investissement. Les dépenses d'investissement inscrites au compte 214 – Travaux, ne sont pas éligibles pour la Caisse des Ecoles du 13^e.



Les dépenses d'investissement

Comme les années précédentes, l'investissement 2018 sera composé d'opérations structurantes (travaux nouveaux et précédemment engagés sur 2017) et de programmes récurrents (renouvellements des équipements...).

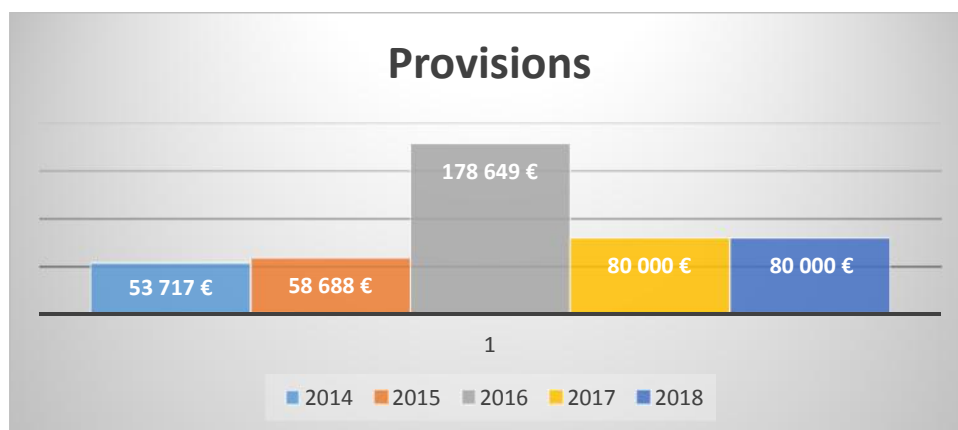


-)] Rénovation de l'espace cuisson de la cuisine centrale Dunois
-)] Restructuration des vestiaires et de l'épicerie de la cuisine 51 porte d'Ivry
-)] Restructuration et modernisation des vestiaires et de l'espace cuisson de la cuisine 33 Jeanne d'Arc
-)] Restructuration et modernisation de l'office de la maternelle 31 Château des rentiers

La priorisation des dépenses d'investissement sera portée sur le remplacement des matériels de cuisine. L'enveloppe inscrite au budget 2018 d'un montant de 464 330 € devra couvrir en priorité les besoins « urgents » (162 910 €) et « nécessaires » (372 500 €) en partie.

Recouvrement

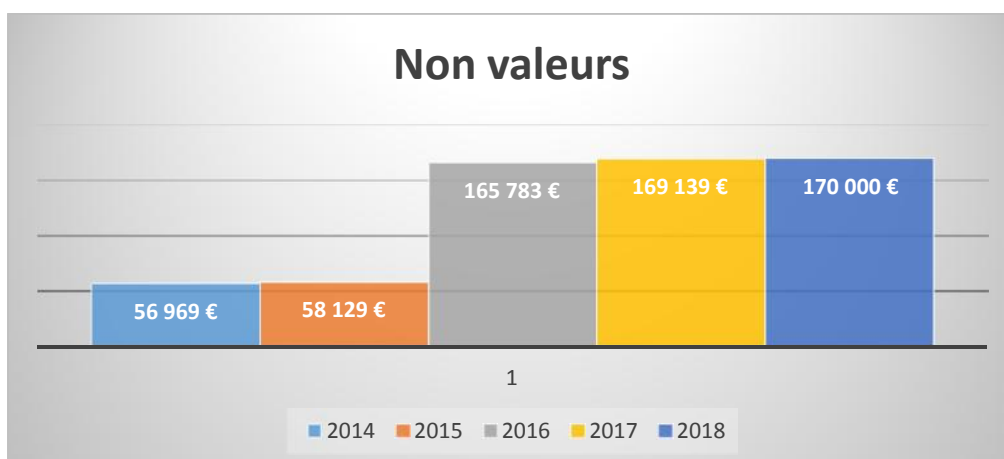
Dans le cadre de la convention d'objectifs et de financement 2018-2020 signée avec la Ville de Paris, la Caisse des Ecoles s'engage à diminuer le taux moyen des impayés avant tirage, d'apurer les créances les plus anciennes et d'adopter une gestion prudentielle du risque.



En 2018 la Caisse des Ecoles proposera au comité de gestion la mise en non-valeur pour un montant de 170 000 € et fera l'objet d'une nouvelle demande en fin d'exercice suivant l'avis du Trésor Public, avec pour objectif l'apurement de l'ensemble des créances âgées

Le montant de la provision 2018 sera de 80 000 € pour établir le solde des provisions à 381 119.80 €.

Cette opération sera couverte si nécessaire par une reprise sur la provision constituée.



Depuis fin août 2010, la Caisse des Ecoles du 13ème a son propre site internet (<http://caissedesecolesparis13.fr/>). Elle souhaite rénover ce site, lui donner un design plus moderne et en simplifier les contenus. Le site de la Caisse des Ecoles sera transformé en 2018 pour devenir plus simple d'accès aux familles, elles y trouveront des informations sur les menus, les inscriptions, les tarifs, les séjours de vacances, des reportages sur les cuisines etc... Les procès-verbaux des comités de gestion seront aussi publiés, ainsi que les rapports moraux d'activités et les résultats financiers.

Le cout de la refonte du site s'élève à 6 180 € HT.

La Caisse des Ecoles va changer de logiciel pour garantir une égalité de traitement des usagers en simplifiant et modernisant les modalités d'inscription, la tarification, la facturation et le paiement.

L'objectif est la mise en place de l'inscription en ligne et la réalisation d'un espace famille plus performant et en adéquation avec les attentes exprimées par les familles.

Le cout de l'opération : 20 000 €.



ANNEXE